

Groupe d'orientation politique pour les Amériques

Aide à l'enfance Canada
Alberta Council for Global Cooperation
Alliance de la fonction publique du Canada
Amnesty International Canada
Atlantic Regional Solidarity Network
Avocats sans Frontières
British Columbia Council for International
Co-operation
Carrefour canadien international
CAW – TCA
Centre International Match
CEP - SCEP
CERLAC, York University
Christian Peacemaker Teams
Co Development Canada
Comité de justice sociale (Montréal)
Comité pour les droits humains en Amérique
Latine
Common Frontiers
Congrès du travail du Canada
CUSO-VSO
Développement et Paix
Droits et Démocratie
Fonds du Primat pour le secours et le
développement international
Heartlinks
Horizons d'amitié
Inter Pares
KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives
L'Entraide Missionnaire
Lawyers Rights Watch Canada
Mennonite Central Committee
Mine Alerte
OXFAM Canada
Presbyterian World Service and Development
Salvaide
Société canadienne de santé internationale
Syndicat des employé-e-s de la fonction
publique de l'Ontario
Syndicat des travailleurs et travailleuses des
postes
YMCA Canada -YMCA Montréal
United Church of Canada
United Steelworkers

Le 22 juillet 2009

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur le Premier Ministre,

Au nom du Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA), un groupe de travail du Conseil canadien pour la coopération internationale, nous voulons vous faire part de notre profonde inquiétude en ce qui concerne la tension croissante au Honduras. Nous exhortons votre gouvernement à prendre immédiatement les mesures nécessaires et à user de son influence pour aider à rétablir l'ordre démocratique, le respect des droits de la personne et la règle de droit dans ce pays. Le Canada doit manifester expressément par des actions concrètes sa volonté de contribuer au rétablissement de Manuel Zelaya dans ses fonctions de président élu, jusqu'à la fin de son mandat en janvier 2010.

Les membres du GOPA œuvrent depuis longtemps en partenariat avec des organisations de la société civile du Honduras, y compris les syndicats, les groupes confessionnels, les groupes de femmes et les organisations non gouvernementales et communautaires. La sécurité des Honduriens persécutés parce qu'ils défendent l'ordre constitutionnel préoccupe grandement les membres du GOPA et leurs partenaires. Sont particulièrement ciblés les défenseurs des droits de la personne, les membres des médias, les syndicalistes et les partisans du président élu démocratiquement, Manuel Zelaya.

Comme vous le savez sans doute, le nombre de violations des droits de la personne ne cesse d'augmenter depuis le coup d'État.

Parmi ces violations citons : l'arrestation et la détention arbitraires de 1 150 personnes, la délivrance de mandats d'arrêt fondés sur de fausses accusations contre des chefs de groupes sociaux; la censure imposée à plus de 14 médias locaux; la violation du droit à la vie et à l'intégrité physique par les forces de sécurité qui n'ont pas hésité à faire feu sur les manifestants, tuant au moins une personne et blessant plusieurs manifestants. Par ailleurs, force est de constater l'exécution de sang-froid d'opposants au coup d'État, entre autres, les meurtres perpétrés le 11 juillet de Roger Bados, membre du Blocque Popular à San Pedro Sula et de Ramón García, militant du parti Unificación Democrática dans le département de Santa Bárbara.

Dans un tel contexte, les activités de lobbying commercial visant à empêcher les sanctions internationales et à promouvoir l'investissement de manière à assurer des liquidités au régime de facto constituent un sujet de préoccupation pour le GOPA. Ces activités visent non seulement à consolider un régime antidémocratique répudié et isolé par tous les gouvernements étrangers, mais également à nuire aux négociations susceptibles de permettre au pays d'avancer sur la voie de la paix et de la démocratie. Nous avons entendu dire que la société canadienne Goldcorp (Entremares) aurait assuré un soutien logistique et financier aux travailleurs pour qu'ils participent à Tegucigalpa aux manifestations en faveur du coup d'État. Cette allégation, si elle est étayée, indique clairement que la société canadienne agit de manière à saper la position du Canada à l'égard du Honduras.

La crise actuelle interpelle le gouvernement canadien quant aux valeurs sur lesquelles se fonde un nouvel engagement du Canada dans les Amériques. En appuyant la Résolution du 4 juillet 2009 adoptée par l'Organisation des États américains qui suspend l'adhésion (la participation) du Honduras au sein de l'Organisation, le Canada a franchi un premier pas décisif.

Tout en étant conscient de l'appui du Canada aux efforts de médiation à l'initiative du président costaricain Oscar Arias, il faut admettre que ces démarches en elles-mêmes sont incomplètes. Le Canada ne doit pas se contenter d'attendre qu'aboutissent ces négociations diplomatiques, sans intensifier les pressions sur le gouvernement militaire illégitime par le biais de sanctions énergiques. Les auteurs du coup doivent répondre de leurs actes, qui ramènent le Honduras à une période marquée par la violence, l'intimidation et l'autoritarisme. Nous engageons le Canada à :

- Imposer immédiatement un blocus sur tous les fonds et transferts à titre d'aide au programme de formation militaire, et suspendre l'octroi de fonds promis aux forces militaires, de la sécurité ou de la police;

Compte tenu de la culture d'impunité profondément ancrée qui a permis la réalisation d'un tel coup d'État, nous invitons instamment le Canada à prendre les mesures suivantes :

- En appeler au régime de facto pour qu'il cesse les violations des droits de la personne et restaure la protection de ces droits pour tous les citoyens. Le Canada devrait notamment demander aux autorités du Honduras de libérer immédiatement tous les hauts fonctionnaires et les militants politique qui sont emprisonnés actuellement et de mettre fin aux arrestations arbitraires; de garantir le droit à la liberté d'expression de manière que les partisans du président élu démocratiquement, les défenseurs des droits de la personne et les journalistes poursuivent leurs activités légales sans crainte de représailles;
- Intervenir pour que s'appliquent le droit international et la justice nationale contre les auteurs du coup d'État, et réclamer réparation pour les actes illégaux et les violations des droits de la personne;
- Agir avec diligence dans le but de dissuader les investisseurs et les gens d'affaires canadiens qui pourraient apporter un soutien financier aux auteurs du coup d'État et aller ainsi à l'encontre de la décision de l'OEA d'accentuer les pressions exercées sur le régime.

Veillez croire que nous suivons de près la situation et, dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, nos sentiments les meilleurs.

Gerry Barr
Président-directeur général
Conseil canadien pour la
coopération internationale

Jim Hodgson
Coprésident, GOPA

Nadia Faucher
Coprésidente, GOPA

c.c.

- L'honorable Lawrence Cannon, ministre des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)
- L'honorable Peter Kent, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)
- Mme Alexandra Bugailiskis, sous-ministre adjointe - Amérique latine et Caraïbes
- Son excellence Neil Reeder, ambassadeur du Canada au Honduras
- M. Daniel Arsenault, conseiller en développement et chef de la Coopération à l'ambassade du Canada au Honduras
- Alexandre Lévêque, MAECI, directeur, Antilles, Amérique centrale et politique régionale
- Michael Ignatieff, chef du Parti libéral du Canada
- Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois
- Jack Layton, chef du Nouveau Parti démocratique
- Les membres du Groupe d'orientation politique pour les Amériques